



C E T R I

ANALYSE 2018
13 décembre



Centre tricontinental

« AU NOM DES DROITS DES FEMMES »

Aurélie Leroy

L'accaparement des idéaux féministes, sous des formes et à des fins diverses, est devenu un réflexe ces dernières années. Le « au nom des droits des femmes » s'est révélé un discours légitimateur particulièrement efficace au service d'objectifs non émancipateurs. Ce constat n'est pas neuf, mais on observe toutefois aujourd'hui une tendance à la hausse des usages détournés du genre.

L'accaparement des idéaux féministes, sous des formes et à des fins diverses, est devenu un réflexe ces dernières années. Le « au nom des droits des femmes » s'est révélé un discours légitimateur particulièrement efficace au service d'objectifs non émancipateurs. Ce constat n'est pas neuf, mais on observe aujourd'hui une tendance à la hausse d'usages détournés du genre.

Le 8 mars, déclaré par les Nations-Unies, journée internationale des femmes est une illustration de cette entreprise de dépolitisation du genre. Date symbolique pour rappeler que nulle part au monde les femmes ne bénéficient d'une égalité véritable avec les hommes ; elle est aujourd'hui trop souvent réduite à une ode à la femme sans portée critique. La récupération politique, médiatique, commerciale plane ainsi désormais au-dessus de cette date.

Autre exemple, celle des messages aux accents pro-femmes affichés ouvertement par des enseignes et marques de la haute couture, du prêt-à-porter ou de la *fast fashion*. Du « Girls Power » au « We should all be feminists », ces messages coup de poing visent avant tout à faire vendre et non à émanciper les femmes. Rendus audibles et porteurs de sens dans un contexte marqué par les mouvements « me too » et « balance ton porc », ils témoignent d'un « féminisme pop », sexy et attrayant qui s'aventure peu à interroger les structures et logiques de pouvoir à l'origine des inégalités hommes-femmes. Qui se cantonne aussi à aborder le sexisme de manière isolée, sans le croiser à d'autres formes d'oppression. Ainsi, que la plupart de ces polos et t-shirts soient produits par des femmes œuvrant dans des conditions de travail indécentes n'est jamais mis en cause.

Ces exemples, à première vue anecdotiques ou symboliques, témoignent toutefois d'une tendance globale. Au Nord comme au Sud de la planète, hier et plus encore aujourd'hui, dans les milieux conservateurs, mais aussi « progressistes », les droits des femmes ont été instrumentalisés et cooptés par des élites possédantes et dominantes dans le sens de leur intérêt. Le narratif de l'égalité des sexes a servi à la fois à justifier des politiques néolibérales et des entreprises néocoloniales, xénophobes et racistes, à masquer des enjeux prioritaires, à asseoir ou conquérir du pouvoir. Le genre aurait-il dès lors perdu de sa force de frappe, de son « tranchant critique » pour reprendre une expression de Nancy Fraser ?

Face à la multiplication de ces « captures », mais aussi en raison de la normalisation des revendications à caractère féministe, une analyse critique des usages du genre est nécessaire. Une démarche rendue indispensable, non pas pour disqualifier le genre et les idéaux féministes, mais dans une perspective

de *Reclaim*, de réappropriation du genre dans une perspective de changement.

Dimensions cardinales du genre

Le genre a permis en premier lieu de réfléchir aux différences établies entre hommes et femmes comme le résultat d'un processus social construit, et non comme quelque chose de naturel. Ce qui était présenté autrefois comme immuable, voire sacré, est désormais potentiellement transformable. Le genre induit également une approche relationnelle des sexes et insiste sur l'articulation existante. Il ne s'agit donc pas d'un problème de femmes ne concernant que la moitié de l'humanité. Le genre met en outre l'accent sur les rapports de pouvoir au cœur des relations. Aux quatre coins de la planète, les ressources, qu'elles soient matérielles ou symboliques, sont en effet inégalement réparties. Enfin, le genre n'est pas pensé en vase clos, de manière autocentrée, mais en relation avec d'autres rapports de pouvoir. L'expérience simultanée de plusieurs formes d'oppression et/ou de privilèges produit des situations complexes et fait que les femmes ne sont pas « également » dominées.

Le genre, discours légitimateur de la mondialisation néolibérale

Dès les années 1980, des travaux croisant les problématiques « genre et mondialisation » ont souligné les effets désastreux des politiques néolibérales et des programmes d'ajustement structurel sur les populations du Sud, et sur les femmes en particulier ; contraignant celles-ci à démultiplier les activités de survie, à intensifier leurs charges de travail et à jouer un rôle d'amortisseur face à la crise.

En dépit de ce constat, un discours enchanteur et optimiste porté par des institutions internationales – prônant l'intégration des femmes (en particulier du Sud) dans le processus de la modernisation – a fait florès. En surfant sur des valeurs chères au féminisme - comme *l'agency*, *l'empowerment*, l'autonomie - des représentants de gouvernements, du monde des affaires et même du développement ont ainsi désamorcé ces concepts critiques pour les rendre compatibles avec l'idéologie néolibérale.

Ainsi, avec la mondialisation de l'économie et la délocalisation des sociétés transnationales attirées dans les pays du Sud en raison d'une main-d'œuvre à bas coût, une stratégie d'embauche massivement féminine a pu être observée. Mais alors que les gains pour les femmes étaient minimes et que la féminisation du salariat ne signifiait pas une transformation des relations de genre vers plus d'égalité, un récit fondé sur l'emploi comme source d'émancipation a occulté les agissements des entreprises visant à optimiser la « fonctionnalité des inégalités », c'est-à-dire à tirer un profit maximum des inégalités, des bas revenus et de la faible qualification des femmes.

Le lexique de la lutte contre la pauvreté a aussi exploité ces concepts féministes. Dans les stratégies pro-femmes de développement (microfinance, *smart economics*, transferts de fonds conditionnels), cette logique a été à l'œuvre : on invitait l'individu à prendre en charge sa destinée économique, professionnelle, sociale et familiale. Dès lors, son maintien dans la pauvreté devenait le résultat de son seul échec personnel, gommant les causes structurelles de la pauvreté. La charge de la responsabilité de la survie – et même du développement – incombait davantage à la « femme pauvre méritante », plutôt qu'aux acteurs politiques et économiques.

Cet exercice de mise en lumière d'exemples de dépolitisation du genre à des fins néolibérales, n'a pas pour optique d'invalider le concept qui conserve son potentiel transformateur, mais bien de désavouer les formes de cooptation dont il est l'objet pour l'« arracher » à des logiques et processus non émancipateurs.

Genre et luttes de pouvoir

Le genre a également été mobilisé à des fins de contrôle social et de pouvoir. En Inde, le gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi a ainsi instrumentalisé un projet de loi interdisant la répudiation immédiate, appelée triple talaq. Cette initiative visait officiellement à protéger les femmes musulmanes, mais elle a surtout servi l'image d'un Premier ministre en quête de légitimité. Il a ainsi réussi à se positionner en « protecteur des femmes musulmanes » en contre point aux hommes musulmans, présentés par les nationalistes hindous comme des êtres lubriques et barbares. Cela lui a ainsi permis de renforcer plus encore l'agenda nationaliste excluant de son gouvernement.

Lors des soulèvements arabes de 2011-2012, les régimes autoritaires se sentant menacés ont eux aussi eu recours à des discours normatifs en termes de genre, et ont voulu réguler les droits sexuels et corporels. En Égypte, au Yémen, au Bahreïn, les forces de sécurité ont découragé les femmes à

participer aux manifestations d'opposition, en les ciblant dans leur répression¹. Ces stratégies ont été échafaudées afin d'attiser l'image de la « panique sexuelle »² - indécence, débauche - permettant dès lors à l'État de s'afficher en gardien de l'ordre et protecteur contre l'immoralité, justifiant du même coup les poussées autoritaires et la répression.

Genre, néocolonialisme et racisme

Les questions sexuelles et les droits des femmes sont au cœur des luttes de pouvoir et ont été, hier comme aujourd'hui, mobilisées à des fins impérialistes et (néo)colonialistes. Les illustrations contemporaines les plus évidentes sont les « récits de sauvetage » – ces discours sur les femmes victimes et opprimées devant être sauvées – notamment lors des « guerres humanitaires » en Irak et en Afghanistan qui ont été partiellement justifiées au nom de la libération du pays et des femmes en particulier.

Depuis 2001, la cause des femmes a été mobilisée et détournée de façon plus décomplexée à des fins racistes. Le respect des minorités sexuelles (comprises en termes de rapports de pouvoir et non en termes quantitatifs) est devenu le nouvel attribut des démocraties occidentales et a permis de dresser une frontière entre les bons et les mauvais États, entre les bons et les mauvais nationaux.

Lors de la saga burkini de l'été 2016 en France, le racisme anti-musulman a été « officialisé » au nom de la laïcité et de la lutte antiterroriste au travers de déclarations, notamment celle du Premier ministre Manuel Valls: « *Une société démocratique libre, égalitaire se juge sur la place des femmes, sur la conquête de leur liberté. C'est le combat historique de la gauche. Marianne – le symbole de la République – a le sein nu. Elle nourrit le peuple. Elle n'est pas voilée, parce qu'elle est libre. C'est ça la République !* »³

Se réapproprier le genre

Au regard de l'exploitation de la cause des femmes à des fins néolibérales, nationalistes, traditionalistes, racistes, mais aussi en raison d'ambiguïtés existantes au sein du féminisme ; comment renouer avec les thèmes de l'égalité et de la liberté ? Quelles pistes d'action pour faire bouger les choses ?

Sur base de l'expérience de mouvements de femmes, une triple piste est proposée : complexifier, croiser et décoloniser le genre.

Recomplexifier

Des mouvements de femmes se sont insurgés contre des schémas explicatifs des inégalités de genre qui étaient superficiels ou fallacieux.

Les violences masculines contre les femmes, par exemple, seraient ainsi – selon une interprétation de type culturaliste – le résultat d'une misogynie inhérente à la culture de leurs auteurs, ou encore liée à l'impunité des auteurs en raison de la défaillance de l'appareil policier et judiciaire et au dysfonctionnement de l'État.

Les causes et facteurs à l'origine des violences sont trop souvent invisibilisés et l'accent davantage mis sur les conséquences ; les « bourreaux » sont pour leur part étiquetés de « déviants » tandis que la responsabilité de l'État n'est engagée qu'en aval des violences, rarement en amont. Dès lors, la complexité des racines historiques, économiques et politiques des violences – que ce soit en temps de paix ou de guerre – se trouve ignorée au bénéfice de lectures simplistes et dépolitisantes.

La détérioration des conditions d'existence des femmes irakiennes et leur inégal statut sont trop souvent abordés sous le seul prisme de la religion, perçue comme extérieure au monde social, politique et économique et à ses transformations. Or cette situation a plus à voir avec « *les guerres successives, les interventions militaires, les crises sociales et économiques qui ont fragmenté la réalité du pays et conduit à l'émergence de forces sociales et politiques conservatrices, dont les Irakiennes sont les*

1 Voir le cas emblématique de « la femme au soutien-gorge bleu » ou les tests de virginité pratiqués par l'armée égyptienne. Lire notamment Pratt N. et Salem S. « Revisiting the "Blue Bra" Incident: <http://www.jadaliyya.com/Details/33962/Revisiting-the-%E2%80%9CBlue-Bra%E2%80%9D-Incident-Towards-a-New-Agenda-for-Researching-Politics-and-Popular-Culture-in-Egypt> »
2 Mikdashi M. (2018), « Moyen-Orient : cadrages 'générés' des soulèvements et contre-soulèvements », in *Alternatives Sud, De l'usage du genre*, Cetri/Syllepse, Louvain-la-Neuve/Paris.
3 <https://www.youtube.com/watch?v=MDCtGPTocUs>

premières victimes »⁴

Décoloniser

Des mouvements de femmes du Sud et des collectifs de femmes appartenant à des groupes minoritaires ici au Nord ont insisté sur le caractère pluriel des luttes féministes. Elles ont refusé l'alignement, l'assimilation et le principe de solidarité non réciproque. Elles se sont réapproprié des espaces dont elles avaient été dépossédées et ont parlé en leur nom propre dans un registre politique et non pas victimaire, bousculant ainsi le statu quo et dérangeant les détenteurs de privilèges.

Ces mouvements de femmes ont adopté dans leurs analyses politiques et dans leurs luttes une approche intersectionnelle, qui tient compte des oppressions croisées, notamment la racialisation du genre, c'est-à-dire du fait qu'une personne puisse subir simultanément l'impact du racisme et du sexisme. Ils ont veillé à croiser des revendications pour la reconnaissance de l'identité et de la différence avec des revendications pour la justice sociale dites redistributive.

En Amérique latine notamment, des féministes communautaires ont ainsi élaboré un continuum de critiques sur le pillage des communs (ressources de la terre, du sol et du sous-sol) depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui. Elles ont dénoncé l'accaparement des matières premières liées à l'expansion territoriale et coloniale, le piratage légalisé du brevetage du vivant par les entreprises transnationales et l'utilisation d'OGM, ainsi que l'appropriation des communaux du sous-sol au travers de l'extractivisme minier.

Dans leurs luttes, ces femmes se sont ainsi attaquées simultanément à plusieurs formes d'oppressions : celle des hommes sur les femmes, des êtres humains sur la nature, du Nord sur le Sud. Elles affirment la multiplication des différences tout en l'arrimant à une lecture critique des structures globales du capitalisme et de l'impérialisme racialisées et genrées. Une démarche indispensable pour se réapproprier le genre et lui redonner sa force émancipatrice.

Cet article est publié sur *blogs.mediapart* et sur *cetri.be*, décembre 2018

Aurélié Leroy est chargée d'étude au CETRI - Centre tricontinental.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



4 Ali Z. (2018), « La fragmentation du genre dans l'Irak post-invasion », *Nouvelles Questions Féministes* 2018/1, vol.37.